

15 septembre 2011

Introduction

Assainissement et eau pour tous organisera en avril 2012 à Washington aux États-Unis, immédiatement avant les Réunions de printemps de la Banque mondiale, sa seconde Réunion de haut niveau mondiale. Alors que 2,6 milliards de personnes sont privées d'assainissement adéquat, dont 1,1 milliard pratiquent la défécation à l'air libre, l'assainissement ainsi que l'eau potable doivent être mis au rang de priorités, et des ressources doivent être mobilisées et ciblées pour assurer que tous aient au minimum accès à des services de base. La première Réunion de haut niveau d'avril 2010 avait dans de nombreux pays abouti à faire renforcer le caractère prioritaire et augmenter les crédits budgétaires accordés à ces questions, ainsi qu'à stimuler le dialogue entre les ministres des Finances et les ministres responsables de l'eau et de l'assainissement.

Parties présentes

La Réunion de haut niveau biennale d'Assainissement et eau pour tous rassemble les ministres des Finances de nombreux pays en développement et les ministres de la Coopération au développement de pays bailleurs de fonds.

La prochaine Réunion de haut niveau visera à obtenir la participation des pays en développement appartenant à l'une ou plusieurs des catégories énumérées ci-dessous :

- Pays ayant participé à la Réunion de haut niveau de 2010 ;
- Membres actuels du partenariat Assainissement et eau pour tous ;
- Pays ne faisant pas partie du partenariat, pays fragilisés, pays en période d'après-conflit, pays les moins avancés (PMA), ou pays à faible revenu national qui ne sont pas sur la voie d'atteindre les cibles concernant l'eau et l'assainissement qui sont définies par les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) ;
- Un certain nombre de pays sélectionnés parmi les pays à revenu national moyen, possédant une importante influence politique et dont de larges populations ne bénéficient pas de services d'eau et d'assainissement.

Objectifs de la réunion

Les questions de priorité et d'affectation des ressources sont le plus souvent décidées par les ministres des Finances qui ont le contrôle du budget national et qui fixent également en collaboration avec les bailleurs de fonds les priorités à accorder à l'aide au développement. La Réunion de haut niveau d'Assainissement et eau pour tous rassemble les ministres des Finances de pays en développement et les ministres de la Coopération au développement de pays bailleurs de fonds dans le but de :

- Cibler l'utilisation des ressources : Examiner les progrès accomplis pour améliorer le ciblage des ressources en faveur des populations non desservies et identifier des mesures permettant de mieux utiliser les fonds existants et de mobiliser de nouvelles ressources.
- Mettre en avant la question de l'assainissement : Attirer l'attention au niveau mondial sur la question du manque d'accès à l'assainissement comme à l'eau potable, et sur l'obstacle fondamental que cela représente pour l'accélération de la croissance économique et l'amélioration de la situation sanitaire.
- Renforcer la volonté politique : Demander aux ministres des Finances des pays en développement et aux ministres de la Coopération au développement de pays bailleurs de fonds de manifester leur engagement politique et financier envers le secteur Eau et assainissement.

- Améliorer la compréhension des effets de la situation du secteur de l'eau et de l'assainissement : Mieux sensibiliser les ministres des Finances aux effets économiques de la situation de l'eau et de l'assainissement, effets négatifs (induits par le manque d'accès), comme effets positifs (quand cet accès est obtenu).
- Renforcer l'engagement des bailleurs de fonds : obtenir le soutien des bailleurs de fonds au plus haut niveau afin d'assurer que l'aide au développement fournie dans ce domaine soit consacrée au pays et aux populations qui éprouvent les besoins les plus urgents.
- Renforcer la responsabilisation : Les pays ayant participé à la Réunion de haut niveau de 2010 démontreront la manière dont ils ont satisfait à leurs engagements de 2010 pour renforcer la priorité accordée à l'eau et à l'assainissement et le ciblage des ressources qui y sont consacrées.

Les résultats souhaités

La réunion devra se traduire par un ensemble de mesures spécifiques destinées à redoubler les efforts accomplis pour investir dans les meilleures pratiques qui se sont révélées les plus efficaces pour offrir à grande échelle un accès durable à l'eau et à l'assainissement.

Chaque participant présentera un ensemble de mesures spécifiques destinées à améliorer l'accès à l'assainissement et à l'eau potable en mettant plus particulièrement l'accent sur :

- Le renforcement de la priorité politique accordée à l'assainissement et à l'eau potable :
 - o Exemples fournis par les pays participants : déclarations présidentielles, gouvernementales ou ministérielles affirmant la priorité du secteur ; désignation claire au sein du gouvernement de l'instance qui a la responsabilité institutionnelle pour les questions d'assainissement ; participation à la Réunion de haut niveau d'Assainissement et eau pour tous.
 - o Exemples fournis par les bailleurs de fonds : déclaration des ministres responsables de l'aide au développement et stratégies d'aide au développement donnant la priorité au secteur, participation à la Réunion de haut niveau d'Assainissement et eau pour tous.
- Amélioration du ciblage des fonds en faveur des zones et des domaines où les besoins sont les plus urgents :
 - o Exemples fournis par les pays participants : augmentations du budget consacré au secteur ; ventilation par lignes budgétaires distinctes des sommes consacrées à l'eau et à l'assainissement ; critères retenus pour cibler les ressources en faveur des zones et des domaines négligés.
 - o Exemples fournis par les bailleurs de fonds : aide au développement ciblant les services de base en faveur des populations non desservies et des pays à bas revenu national ; augmentation des investissements dans le secteur.
- Amélioration de la recherche ainsi que du suivi et de l'évaluation afin de renforcer la base factuelle disponible pour permettre une meilleure prise de décision :
 - o Exemples fournis par les pays participants : amélioration des dispositifs de suivi dans le secteur ; meilleure collecte des données ; meilleure transparence et information sur les services fournis.
 - o Exemples fournis par les bailleurs de fonds : participation à l'Évaluation annuelle sur l'assainissement et l'eau potable dans le monde (GLAAS) effectuée par ONU-Eau ; soutien aux dispositifs de suivi des pays concernés, soutien aux dispositifs de suivi mis en place au niveau mondial.
- Renforcement des capacités de planification et des capacités en ressources humaines afin d'améliorer le potentiel nécessaire pour prendre en charge une mise en œuvre à grande échelle des services et leur soutien continu :

- Exemples fournis par les pays participants : meilleure coordination du secteur ; examens conjoints de la situation du secteur ; moyens innovants d'améliorer les capacités sectorielles.
- Exemples fournis par les bailleurs de fonds : mise au point d'accords bilatéraux pour définir des plans d'action et renforcer les capacités ; alignement derrière l'orientation fournie par le pays concerné ; financement destiné à renforcer la planification au niveau national y compris par l'Initiative nationale de planification pour résultats (*NPRI - National Planning for Results Initiative*) du partenariat Assainissement et eau pour tous.

Thème

La Réunion de haut niveau de 2012 mettra l'accent sur les importants gains économiques qui peuvent être obtenus en investissant dans l'eau et l'assainissement, ainsi que sur les coûts encourus par un manque d'investissement dans ce secteur. L'accès à l'eau potable et à un assainissement adéquat :

- *Accroît les bénéfices économiques* : les estimations dont nous disposons suggèrent que chaque dollar investi dans les programmes concernant l'eau, l'assainissement et l'hygiène rapporte au minimum 8 dollars.
- *Réduit les pertes économiques* : la Banque mondiale estime que les conséquences économiques du temps gaspillé et de la mauvaise situation sanitaire résultant de la médiocrité de l'assainissement se montent pour 14 pays africains à une perte d'entre 0,9 et 2,4 % de leur PNB. Quand on intègre aux facteurs temps et santé ceux qui concernent le tourisme et l'eau, les répercussions économiques de l'insuffisance de l'assainissement se montent à 6,4 % du PNB pour l'Inde et à 5,6 % pour le Laos.
- *Réduit les coûts en soins de santé* : les constatations faites indiquent qu'il n'existe aucune intervention d'aide au développement qui produise individuellement autant de bénéfices en termes de santé publique que les investissements dans l'eau et l'assainissement.
- *Multiplie le nombre d'heures pouvant être consacrées à la scolarité ou à une activité génératrice de revenus* : atteindre la cible des OMD sur l'assainissement permettrait de gagner près de 200 millions de journées d'école et 3 milliards de journées de travail supplémentaires par an à travers le monde. Une couverture universelle permettrait d'obtenir plus de 12 milliards de journées de travail supplémentaires par an dans le monde.
- *Ouvre de nouveaux marchés* : les gens sont prêts à payer pour des services d'assainissement et d'eau. Répondre à la demande croissante, en particulier pour l'assainissement, représente un marché à exploiter.

Les débats feront appel aux nouvelles recherches publiées sur le rôle économique de l'eau et de l'assainissement ainsi qu'à plusieurs études nationales dont on attend la publication d'ici la fin de 2011. La sélection du présent thème a pour objectif d'attirer l'intérêt et d'obtenir la participation des ministres des Finances et des ministres de la Coopération au développement.

Incitations à participer

Quatre éléments clés seront mis en place pour encourager une présence et une participation au plus haut niveau :

1. Une présidence de la réunion assurée par une personnalité du plus haut niveau ;
2. Un fort engagement politique et la présence d'au moins deux importants bailleurs de fonds ;
3. Une représentation de haut niveau d'au moins un pays à revenu intermédiaire ;
4. Un solide processus préparatoire dans les pays en retard sur les OMD, sur la base d'un dialogue entre le ministère des Finances et le ministère responsable du secteur, ainsi que sur des engagements nouveaux et spécifiques au niveau de chaque pays.

Date et lieu de la réunion

La Réunion de haut niveau se tiendra le vendredi après-midi précédant la fin de semaine au cours de laquelle sont organisées les Réunions de printemps de la Banque mondiale d'avril 2012 (la date exacte de ces Réunions de printemps reste à annoncer) ; le but étant d'organiser la réunion dans les locaux de la Banque mondiale.

Présidence et organisation de la réunion

La Réunion de haut niveau sera présidée par une personnalité hautement respectée au niveau international ; c'est l'UNICEF qui assume l'organisation de cette réunion.

Organisation des travaux de la réunion

La réunion durera trois heures. La première heure servira à mettre en place le cadre de la réunion : le président ou la présidente ainsi que des représentants de l'UNICEF et de la Banque mondiale présenteront de brèves remarques liminaires (interventions d'environ 3 minutes chacune) ; suite à ces remarques préliminaires et afin de préciser le contexte et de fournir d'importantes informations aux participants, un ou deux intervenants choisis parmi des personnalités très connues auront à charge de présenter des sujets comme la vision mondiale qui sous-tend le travail dans ce secteur ainsi que d'importants exemples des succès obtenus ; un représentant d'ONU-Eau ayant travaillé sur le rapport GLAAS fera un bref exposé sur les dernières données recueillies au niveau mondial.

Les deux heures suivantes seront consacrées aux interventions des ministres des Finances et des ministres de la Coopération au développement qui traiteront des problèmes auxquels ils font face et des solutions qu'ils y apportent – à la fois en termes des mesures qu'ils peuvent prendre eux-mêmes et des propositions qu'ils peuvent faire à leurs homologues présent autour de la table pour trouver le meilleur moyen de travailler de concert. La présidence de la réunion animera ces débats et présentera les remarques destinées à les conclure.

Processus préparatoire à l'usage des bailleurs de fonds

Le processus préparatoire à l'usage des bailleurs de fonds a été lancé à Stockholm en août 2011. Des représentants des bailleurs de fonds membres et non membres du partenariat Assainissement et eau pour tous se sont rencontrés pour parler de ce qu'ils peuvent offrir et de comment travailler à obtenir une participation de niveau ministériel à la Réunion de haut niveau. Ce processus préparatoire aura pour les bailleurs de fonds trois aspects clés :

1. Les bailleurs de fonds utiliseront les prochaines réunions auxquelles ils participent, que ce soit des réunions concernant le secteur ou non (voir le paragraphe ci-dessous concernant les *Événements politiques favorables à la promotion de la Réunion de haut niveau*), pour améliorer leur coordination et leur dialogue dans le but d'aboutir à une meilleure harmonisation et à un meilleur alignement sur les processus dirigés par les pays concernés ;
2. La société civile travaillera à obtenir la participation des bailleurs de fonds au niveau national, régional et mondial ;

3. Les partenaires d'Assainissement et eau pour tous profiteront de leur côté de la réunion de l'OCDE organisée à Busan (Corée) en novembre dans le même but.

Afin d'orienter les bailleurs de fonds vers une réponse coordonnée par rapport à la Réunion de haut niveau, un ensemble de questions standards organisées autour des problématiques clés seront posées aux bailleurs de fonds qui seront sollicités d'y répondre le plus spécifiquement possible. Ces questions se concentreront sur des sujets comme le ciblage de l'aide au développement en faveur des services de base, le soutien à apporter à la collecte d'éléments factuels et à la mise en œuvre des principes de la Déclaration de Paris comme celui du soutien aux processus placés sous la direction des pays concernés, l'alignement et l'harmonisation de l'action par rapport aux stratégies nationales, etc.

Les bailleurs de fonds du partenariat Assainissement et eau pour tous s'efforceront également d'identifier un ou deux « champions » ministériels qui travailleront à obtenir la participation de leurs homologues à la Réunion de haut niveau.

Processus préparatoire à l'usage des pays participants

En 2010, à la suite de premières réunions préparatoires, vingt pays ont engagé au niveau national des préparatifs intensifs en vue de la Réunion de haut niveau ; plusieurs partenaires d'Assainissement et eau pour tous ont fréquemment travaillé de concert, d'abord pour s'assurer de la collaboration du ou des ministres responsables des questions d'eau et/ou d'assainissement, ensuite pour s'adresser au ministre des Finances et obtenir sa participation à la Réunion de haut niveau ainsi que des engagements sur une série de mesures concrètes à présenter dans une déclaration à faire à la réunion. De nombreux pays ont ainsi pris de nouveaux et importants engagements et la plupart font état pour 2011 d'une collaboration plus étroite et plus productive avec les responsables des ministères des Finances et ceux des ministères chargés de la planification.

Étant donné que le processus préparatoire à la Réunion de haut niveau de 2010 a généralement été bien accueilli, un processus similaire sera engagé de fin 2011 au début de 2012. Le processus préparatoire sera légèrement différent pour les trois groupes de pays en développement concernés (pays ayant participé à la Réunion de haut niveau de 2010, partenaires d'Assainissement et eau pour tous n'ayant pas participé à la réunion de 2010 et pays non-partenaires et n'ayant pas participé à la réunion de 2010), les détails seront mis au point à mesure que les pays concernés expriment un intérêt.

1^{re} Étape : Stimuler l'intérêt des pays concernés (août-novembre)

Le secrétariat d'Assainissement et eau pour tous fournira les plus amples renseignements sur le Partenariat, la Réunion de haut niveau, le processus préparatoire à cette réunion et engagera des consultations préliminaires avec les partenaires d'Assainissement et eau pour tous :

- Renseignements élémentaires : but, date et lieu, description du processus et liens au sens le plus général avec le Partenariat et ses activités ;
- Résultats de la Réunion de haut niveau de 2010 : matériel de communication simple et accessible présentant les grandes lignes des résultats obtenus par la Réunion de haut niveau (recueillis grâce à l'enquête actuellement effectuée sur la mise en œuvre des engagements pris et leur évaluation en termes d'effets de la Réunion de haut niveau sur la concrétisation de chacun d'entre eux).
- Mise au point de l'organisation des réunions préparatoires : Combinaison de réunions préparatoires régionales, sous-régionales et nationales en fonction des désirs exprimés par les pays concernés et des ressources humaines dont dispose Assainissement et eau pour tous – chaque réunion sera précédée par l'identification des partenaires qui y participeront.

2^e Étape : Processus préparatoire des pays participants (octobre-mars)

Environ 50-60 pays engageront un processus préparatoire pour la Réunion de haut niveau, il sera lancé par un travail préliminaire sur la conception des ateliers à organiser au niveau national qui devra être aligné avec les préparatifs pour la participation à l'enquête menée pour le rapport GLAAS.

- Les ateliers préliminaires de préparation à la Réunion de haut niveau seront organisés en octobre-décembre, ils recevront l'appui du secrétariat d'Assainissement et eau pour tous et seront consacrés à :
 - Des consultations avec des responsables du gouvernement concernant les conseils et le soutien dont ils pourraient avoir besoin pour la Réunion de haut niveau 2012 et ce qu'ils espèrent en retirer ;
 - Des explications sur le lien avec l'enquête menée pour le rapport GLAAS et le soutien à y apporter ;
 - Une consultation des diverses parties prenantes impliquant un rôle clé de la société civile et la formulation des mesures essentielles qui sont nécessaires.

Pour faire suite à ces ateliers préliminaires, les parties prenantes concernées :

- Procéderont à l'examen des engagements existants, de l'affectation des ressources, des structures et des rôles institutionnels et des systèmes de planification et dispositifs actuellement en place – utilisant à cette fin comme outil principal l'enquête GLASS et les réponses qui y sont fournies – et identifieront les étapes clés permettant de progresser. Cet examen suivra les procédures d'examen existantes utilisées dans le secteur dans la mesure où le temps disponible le permettra, dans les domaines du secteur où ces examens en sont à l'étape d'ébauche, on travaillera à renforcer des procédures d'examen soutenu. Les ministres du secteur seront sollicités pour participer à l'intégralité de cet exercice.
- Identifieront les points sur lesquels des mesures sont à étudier avec le ministère des Finances (et/ou de la Planification) ;
- Obtiendront l'accord du ministre des Finances (ou de la Planification en fonction du contexte) pour qu'il participe à la Réunion de haut niveau d'avril (novembre-janvier) ;
- Prépareront des projets d'engagements spécifiques sur la base d'une note d'orientation similaire à celle fournie en 2010 afin d'assurer la cohérence des questions mises en avant par les différents pays ;
- Annonceront publiquement les engagements définis et organiseront le dialogue entre les pays participants et les bailleurs de fonds afin d'aligner et de soutenir leurs efforts réciproques ainsi que de suivre les progrès accomplis et d'en rendre compte.

À mesure qu'Assainissement et eau pour tous mûrit, ce processus en viendra à pouvoir être mis en œuvre sans heurts d'une Réunion de haut niveau biennale à l'autre et sera intégré dans les processus de planification nationaux existants, renforcés là où cela se révélera nécessaire.

Étape supplémentaire possible : Déclaration des ministres du secteur

Les ministres du secteur pourront rédiger une Déclaration des ministres du secteur qui sera présentée à la Réunion de haut niveau – déclaration similaire à celle rédigée en 2010 avec la collaboration des ministres du secteur présents et lue à la réunion par le président du Conseil des ministres africains chargés de l'eau. Si des ministres participent au Forum mondial de l'eau qui se tient en mars, une réunion pourrait être organisée pour préparer cette déclaration ainsi que les mesures et les cibles qu'elle envisage.

3^e Étape : Le rôle du secrétariat d'Assainissement et eau pour tous (août 2011 — avril 2012)

Le secrétariat d'Assainissement et eau pour tous constituera une ressource pour le processus préparatoire en fournissant :

- Une coordination au niveau mondial et l'identification des domaines où les pays engagés dans le processus préparatoire peuvent utilement partager leurs expériences ;
- Une orientation du processus préparatoire ;
- Un matériel utilisable pour l'action de plaidoyer :
 - Dossier présentant les arguments économiques (développant un modèle révisé du document utilisé dans le dossier 2010 appuyé sur les données améliorées disponibles fin 2011) ;
 - Profils de base des différents pays (largement rédigés à partir du Programme commun OMS/UNICEF de surveillance de l'eau et de l'assainissement, du rapport GLAAS, des informations fournies par les organisations de la société civile et complétés par les renseignements disponibles au niveau national).

Le secrétariat d'Assainissement et eau pour tous dirigera également l'organisation de la Réunion de haut niveau.

4^e Étape : Soumission des déclarations

Les présents soumettront d'ici le 1^{er} avril 2012 leurs déclarations d'engagement au secrétariat d'Assainissement et eau pour tous qui en assurera la compilation et la circulation.

5^e Étape : Trousses d'information ministérielles

Le secrétariat d'Assainissement et eau pour tous produira et mettra en circulation d'ici le 12 avril 2012 à l'attention des participants une trousse d'information sur la Réunion de haut niveau.

6^e Étape : Réunion de haut niveau (~20 avril 2012)

Les ministres des Finances ainsi que les ministres responsables du secteur participeront à la Réunion de haut niveau l'après-midi du vendredi précédant les Réunions de printemps organisés à Washington aux États-Unis par la Banque mondiale (réunions auxquelles participent traditionnellement chaque année ces ministres des Finances et les ministres de la Coopération au développement).

Événements politiques favorables à la promotion de la Réunion de haut niveau

En 2011 et 2012, plusieurs importantes réunions organisées au niveau mondial offriront des occasions de faire naître dynamisme favorable et enthousiasme en faveur de la Réunion de haut niveau. Les manifestations où Assainissement et eau pour tous devrait assurer sa présence et chercher à encourager la participation à sa Réunion de haut niveau comprennent :

- Bonn, Allemagne : Solutions pour l'économie verte, novembre 2011 – mission : a) positionner Assainissement et eau pour tous dans les scénarios de croissance verte, b) élargir le soutien européen à Assainissement et eau pour tous.
 - Kuala Lumpur, Malaisie : Association internationale de l'eau (IWA), novembre 2011 – mission : informer le plus largement possible la communauté professionnelle du secteur.
- Busan, Corée : Quatrième forum de haut niveau sur l'efficacité de l'aide au développement, novembre 2012 – mission : de nombreux ministres de pays bailleurs de fonds seront présents et cette réunion constitue donc une excellente occasion de prendre langue au plus haut niveau avec les bailleurs de fonds. Assainissement et eau pour tous devra s'efforcer de mettre en avant ses activités à titre d'exemple de mise en œuvre des principes d'efficacité de l'aide au développement.
- Marseille, France : Forum mondial de l'eau, mars 2012. Si les ministres des pays en développement responsables du secteur sont présents à cette réunion, elle pourrait permettre d'organiser une session préparatoire définissant une position commune des ministres du secteur en vue de la Réunion de haut niveau, similaire à la déclaration mise au point le 22 avril 2010 et lue par le président du Conseil des ministres africains chargés de l'eau à la réunion de 2010. À noter également que la France consacre des ressources non négligeables à ce forum, y compris politiquement, et que cet événement pourrait avoir une forte influence sur les bailleurs de fonds.
- Rio de Janeiro, Brésil : Rio+20. Conférence des Nations Unies sur le développement durable, juin 2012. La conférence de Rio a lieu environ un mois après la Réunion de haut niveau. Assainissement et eau pour tous devrait travailler à assurer que les pays participants (pays bailleurs de fonds comme pays en développement) fassent tenir compte des priorités et des mesures définies par la Réunion de haut niveau dans les délibérations et les décisions de cette conférence Rio+20.